



RENDU EXECUTOIRE LE

27 MARS 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 20/03/2023

Reçu en préfecture le 20/03/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230317-23_A_PMI_0004-AR



ARRETE N°2023-A-DGAS-DEF-PMI-0004

du 17 MARS 2023

DIRECTION DE L'ENFANCE

ET DE LA FAMILLE

SERVICE DE PROTECTION

MATERNELLE ET INFANTILE

Affaire suivie par Mme Brigitte BAUDINIERE

Réf : BB/GR

Portant autorisation d'ouverture et de fonctionnement
d'une micro-crèche PAJE d'enfants de moins de 6 ans,
« **O P'TIT CHAT 3** », située :

34 Rue du Panier Vert

SAINT-BENOIT (86280)

Le Président du Conseil Départemental de la Vienne,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article
L.3221-9,

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L. 2111-1 et suivants,
L.2324-1 et suivants et R.2324-16 et suivants,

VU l'arrêté du 29 juillet 2022 relatif aux professionnels autorisés à exercer
dans les modes d'accueil du jeune enfant,

CONSIDERANT le courrier le 27 février 2023 de Monsieur Sylvain
HILARION, gérant SAS SHGESTION, sollicitant l'autorisation du Président du Conseil
Départemental pour l'ouverture et le fonctionnement d'une micro-crèche PAJE « **O P'TIT
CHAT 3** » à Saint-Benoit,

CONSIDERANT l'avis favorable d'ouverture de Monsieur le Maire de Saint-
Benoit le 13 mars 2023,

CONSIDERANT l'avis technique favorable du Médecin Coordonnateur de
Protection Maternelle et Infantile, à l'exclusion de ce qui relève des compétences de la
commission de sécurité,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services
Départementaux,

Département de la Vienne

39, rue de Beaulieu

86008 Poitiers Cedex

Tél. 05 49 45 90 45

 lavienne86.fr

Article 1^{er} :

Autorise le gérant de SAS SHGESTION à ouvrir et à faire fonctionner une micro-crèche PAJE « **O P'TIT CHAT 3** » située 34 rue du Panier Vert – Saint-Benoit (86280) **à compter du 20 mars 2023**

Article 2 :

La capacité d'accueil sera de **12 enfants maximum** âgés de 10 semaines à 3 ans révolus.

Article 3 :

L'établissement est ouvert du **lundi au vendredi de 7h30 à 18h30**.

Article 4 :

La référence technique est assurée par :

-

Educatrice de jeunes enfants

En application de l'article R.2324-34-2 ou II de l'article R.2324-46-5 du code de la santé publique elle exerce également cette fonction pour la micro-crèche « **O P'TIT CHAT** » située 31 rue de Beaurepaire à **Poitiers** et la micro-crèche « **O P'TIT CHAT 2** » située 2 rue Blaise Pascal à **Jaunay-Marigny**,

En application de l'article R2324-46-1 du Code de la Santé Publique la quotité minimale de temps de travail dédiée à la fonction de référente technique est de **0.60 ETP** sur les trois établissements.

L'encadrement des enfants est assuré par du personnel justifiant d'une certification au moins de niveau V enregistrée au répertoire national de certifications professionnelles, attestant de compétences dans le champ de l'accueil des jeunes enfants et deux années d'expérience professionnelle ou d'une expérience professionnelle de 3 ans comme assistant maternel agréé.

L'effectif minimum du personnel intervenant auprès des enfants : une professionnelle est présente pour l'accueil d'un à trois enfants. Pour des raisons de sécurité une autre personne clairement désignée est joignable par téléphone en cas d'urgence. Deux professionnelles sont présentes pour un nombre d'enfants compris entre 4 et 12.

Article 5 :

Le Président du Conseil Départemental doit être informé sans délai de tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier de demande d'autorisation ou sur une des mentions de la présente autorisation.

Article 6 :

En application de l'article L. 2324-3 du code de la santé publique, lorsqu'il estime que la santé physique ou mentale ou l'éducation des enfants sont compromises ou menacées, le Représentant de l'Etat dans le Département, après avis du Président du Conseil Départemental, peut adresser des injonctions à l'établissement et s'il n'y est pas satisfait, prononcer la fermeture totale ou partielle, provisoire ou définitive de l'établissement.

Article 7 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai de deux mois à compter de sa date exécutoire. Un recours contentieux peut également être porté contre le présent arrêté devant le Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale ou par voie dématérialisée via l'application « Télérécours citoyens » sur le site www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois suivant sa date exécutoire, le recours gracieux auprès du Président suspendant ce délai.

Article 8 :

Le Directeur Général des Services Départementaux, le Médecin Coordonnateur de Protection Maternelle et Infantile, le Gérant de SAS SHGESTION sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département et/ou affichés. Il sera également notifié au gestionnaire de l'établissement.

Fait à Poitiers, le **17 MARS 2023**

Le Président du Conseil Départemental

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Pichon', with a long horizontal stroke extending to the left.

Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 20/03/2023

Reçu en préfecture le 20/03/2023

Publié le

SLO

ID : 086-228600011-20230317-23_A_PMI_0004-AR